

<b>REPUBLIQUE FRANCAISE</b>	<b>Dossier n° DP0630032600013</b>
<b>Commune d'AMBERT</b>	<b>Date de dépôt : 04/02/2026</b> <b>Demandeur : DUPUID Marie-Thérèse</b> <b>Pour : Réfection de façade et remise en peinture des volets</b> <b>Adresse terrain : 26 rue du Chicot - 63600 AMBERT</b>

**ARRÊTÉ**  
**de non-opposition à une déclaration préalable**  
**au nom de la commune d'AMBERT**

**Le Maire d'AMBERT,**

Vu la déclaration préalable présentée le 04/02/2026 par Madame DUPUID Marie-Thérèse demeurant 53 rue des Graviers – 78820 JUZIERS ;

Vu l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la présente demande d'autorisation en date du 09/02/2026 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : Réfection de façade et remise en peinture des volets ;
- Sur un terrain situé : 26 rue du Chicot – 63600 AMBERT ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 11/03/2021 et modifié le 10/01/2024 ;

Vu le règlement de la zone UAa du PLU ;

Vu le règlement de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager approuvé le 31 Juillet 2004 ;

Vu l'accord assorti de prescriptions motivées de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 27/03/2026 ;

Considérant que ce projet, en l'état, n'est pas conforme aux règles applicables dans le Site Patrimonial Remarquable ou porte atteinte à sa conservation ou à sa mise en valeur ;

Considérant qu'il peut cependant y être remédié ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable DP0630032600013.

**Article 2**

Les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France dans son avis ci-joint devront être strictement respectées.

Les enduits seront réalisés à base de chaux, de finition talochée dans un ton similaire aux références T70 ou T80 du nuancier Parex.

L'enduit sera réalisé en léger retrait ou au nu des lindages (encadrements en bois) des baies et non en surépaisseur.

Les parties de tuiles apparentes de la génoise seront de teinte terre cuite. Elles pourront éventuellement recevoir une eau forte teintée Terre de Sienne ocre-rouge.

Les parties maçonnées seront de la même couleur que la façade.

La zinguerie sera réalisée en zinc naturel.

Les volets seront peints de teinte similaire aux menuiseries actuelles dans les tons brun (référence Marron Aveyron ou marron Châtaigne du nuancier la Seigneurie ou similaire).

Les lindages (encadrements en bois) seront peints de teinte identique aux menuiseries actuelles.

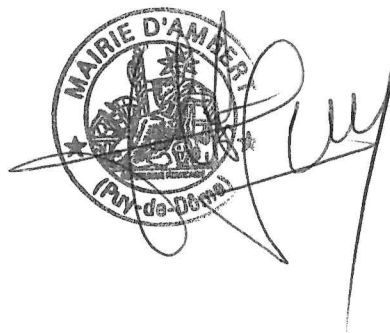
En cas d'intervention sur ces parties :

La porte d'entrée et la porte de garage seront peintes de teinte similaire aux volets ou de teinte brun (référence Marron Aveyron ou marron Châtaigne du nuancier la Seigneurie ou similaire).

Les menuiseries des fenêtres seront peintes de même teinte que les volets.

AMBERT, le 27 MARS 2026

**Le Maire,  
Guy GORBINET**



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision :**

- **dans le mois qui suit la date de sa notification** : il peut saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

- **dans les deux mois qui suivent sa notification** : à cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.

Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers** : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.